

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230706-lmc1208821-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
67	11	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 23/07/186</p> <p>CONTRAT D'OBJECTIFS TERRITORIAL AVEC L'AGENCE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE (ADEME) 2023-2027 - LABELLISATION TERRITOIRE ENGAGE POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE - LANCEMENT DE LA DEMARCHE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAU, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-David MARION.

Séance Publique du 6 juillet 2023

N° D' O R D R E : 23/07/186

**O B J E T : CONTRAT D'OBJECTIFS TERRITORIAL AVEC
L'AGENCE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE
(ADEME) 2023-2027 - LABELLISATION TERRITOIRE
ENGAGE POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE -
LANCEMENT DE LA DEMARCHE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'article L5217-2 précisant les compétences de la Métropole en matière de transition écologique,

VU la délibération n°22/09/252 du Conseil Métropolitain en date du 29 septembre 2022 portant sur l'arrêt du document projet de Plan Climat-Air-Energie Territorial en séance,

VU la délibération n°22/02/23 du Conseil Métropolitain en date du 24 février 2022 portant sur l'adoption du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés [2022-2027],

VU l'obtention du premier niveau de label CAP Cit'ergie attribué suite à la décision de la Commission nationale du label Cit'ergie le 19 novembre 2019,

VU l'obtention de la première étoile de labellisation dans le cadre du référentiel « économie circulaire », attribuée suite à la décision de la Commission Nationale du Label Économie circulaire, réunie en session le 10 juin 2022,

VU l'avis favorable de la Commission Protection de l'environnement, développement durable, transition écologique et énergétique du 9 novembre 2022,

CONSIDERANT que les programmes Cit'ergie et Economie Circulaire font désormais l'objet d'un seul programme « Territoire engagé pour la transition écologique »,

CONSIDERANT que le programme « Territoire engagé pour la transition écologique » se base sur deux référentiels « économie circulaire » et « climat air énergie »,

CONSIDERANT que pour accompagner la Métropole dans ce programme « Territoire engagé pour la transition écologique », l'ADEME propose un Contrat d'Objectifs Territorial (COT) et d'actions de 4 années,

CONSIDERANT que ce Contrat d'Objectifs Territorial (COT) se structure en deux phases :

- Phase 1
 - audits identifiant les forces et faiblesses des actions conduites sur les thématiques climat air énergie et économie circulaire,
 - identification et description des axes politiques et projets de transition écologique,
 - récapitulatif et analyse des diagnostics,
 - renforcement de la gouvernance,
 - élaboration d'un premier plan d'actions,
- Phase 2
 - suivi des plans d'actions,
 - amélioration continue afin d'enrichir les plans d'actions,
 - audits finaux des référentiels,

CONSIDERANT que le programme est doté d'instances de suivi :

- des référents internes,
- un comité technique,
- un comité de pilotage,

CONSIDERANT que ce Contrat d'Objectifs Territorial (COT) est conclu pour une période de réalisation de 48 mois du 01/09/2023 au 01/09/2027,

CONSIDERANT que le concours financier de l'Agence de la Transition Ecologique (ADEME) est à hauteur de 350 000€ maximum,

CONSIDERANT que le concours financier de la Métropole (autofinancement) est à hauteur de 50 000€,

CONSIDERANT que le programme « Territoire engagé pour la transition écologique » permet d'inscrire la Métropole dans une démarche d'amélioration continue,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'engagement de la Métropole dans le programme « Territoire engagé pour la transition écologique ».

ARTICLE 2

D'APPROUVER la signature du Contrat d'Objectifs Territorial en partenariat avec l'Agence de la Transition Ecologique (ADEME).

ARTICLE 3

DE SOLLICITER la subvention auprès de l'ADEME.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer tout document afférent à la subvention.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n°2374, article n°617, Budget 2023.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

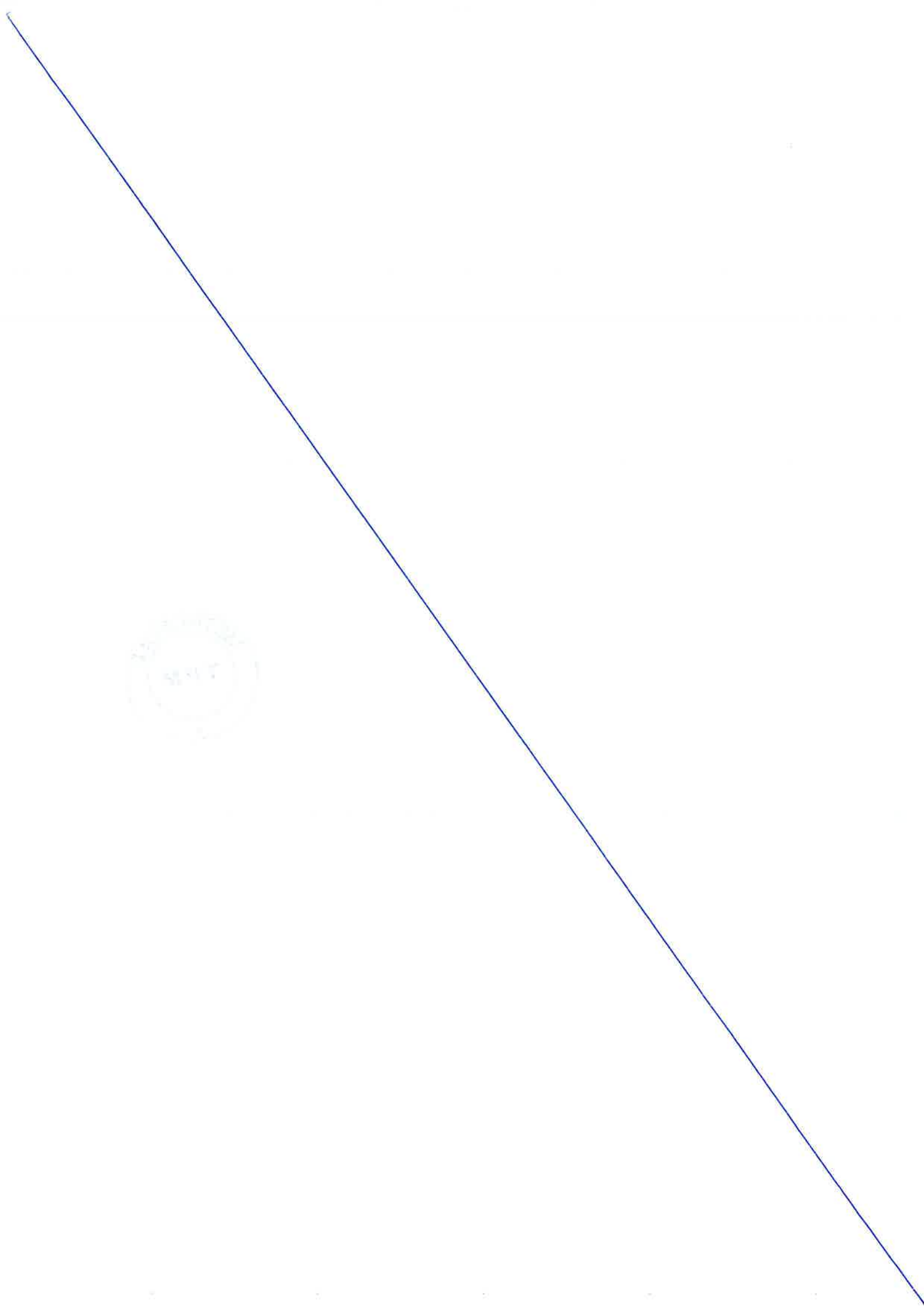


POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Rachel ROUSSEL.



Numéro : 22PAD0557

Intitulé du projet : Contrat d'objectifs territorial -Métropole Toulon Provence Méditerranée

Montant aide maximum : 350 000,00 euros

Convention de financement

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26-4 du code de l'environnement

ayant son siège social : **20, avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01**

inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° **385 290 309**

représentée par **Monsieur Boris RAVIGNON**

agissant en qualité de **Président du Conseil d'administration**

désignée ci-après par "**l'ADEME**"

d'une part,

Et

METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE, Métropole

HOTEL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

107 BD HENRI FABRE

CS 30536

83000 TOULON

N° SIRET : 24830054300217

Représentant : M. Jean-Pierre GIRAN

agissant en qualité de Président

ci-après désigné(e) par « le Bénéficiaire »

d'autre part,

Vu les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration par délibération n°14-3-7 du 23/10/2014 modifiée (ci-après « les Règles générales ») et disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante www.ademe.fr,

Vu la demande d'aide présentée par le Bénéficiaire en date du 06/02/2023,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n°14-3-6 du 23 octobre 2014 modifiée relative au système d'aides aux contrats d'objectifs,

Vu l'avis favorable de la Commission régionale des aides en date du 28/02/2023,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente Convention de financement a pour objet de définir les caractéristiques de l'opération envisagée et de fixer le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au Bénéficiaire par l'ADEME.

ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION

L'opération envisagée est la suivante : Contrat d'objectifs territorial -Métropole Toulon Provence Méditerranée

2.1 Contexte

Voir annexe technique au contrat

2.2 Description

L'ADEME et le Ministère de la Transition Ecologique ont proposé au territoire concerné la mise en place d'un Contrat d'Objectif Territorial visant à dynamiser les actions territoriales transverses en matière de Climat Air Energie et d'Economie Circulaire. Un programme d'actions en 2 phases a été défini en annexe technique. Son objectif est d'inscrire et de faire progresser le territoire sur la base des référentiels Climat Air Energie (CAE) et Economie circulaire (ECi) pour faire du territoire un Territoire Engagé pour la Transition Ecologique.

Ce contrat d'objectif est conclu sur une période de réalisation de 48 mois du 01/09/2023 au 01/09/2027, la phase 1 ayant une durée maximale de 18 mois.

2.3 Objectifs et résultats attendus

Voir annexe technique au contrat

ARTICLE 3 – DUREE CONTRACTUELLE DE L'OPERATION

La durée contractuelle de l'opération ainsi envisagée sera de 58 mois à compter de la date de notification de la présente Convention de financement.

Conformément à l'article 2-1-2-2 des Règles générales, afin de permettre à l'ADEME de suivre le déroulement de l'opération envisagée, le Bénéficiaire devra remettre à l'ADEME les documents indiqués ci-après.

Un Rapport d'avancement à remettre 18 mois maximum après le début de l'opération contenant :

Rapports d'audits Climat Air Energie et Economie Circulaire avec les scores atteints dans les référentiels.

Un Rapport d'avancement à remettre 18 mois maximum après le début de l'opération contenant :

1 rapport d'avancement de fin de phase 1

- o « Un résumé qualitatif de la période passée et des actions menées, reprenant les axes forts, les difficultés du pilotage et les orientations envisagées dans la phase 2;
- o Liste des membres et rapport des comités de suivi.
- o Le nom et fonction du référent et animateur du programme et de l' élu référent.
- o Les synthèses des Audits Climat Air Energie et Economie Circulaire et les domaines sur lesquels progresser
- o Récapitulatif des diagnostics territoriaux existants et complémentaires lancés ou programmés pour développer la politique de transition écologique.
- o Rapport d'avancement et de fonctionnement de la gouvernance interne et externe établie et un retour qualitatif sur les apports de celles-ci à la définition des plans d'actions
- o Le premier plan d'action, rappelant les objectifs, les indicateurs de suivi et de résultats attendus, les étapes, les pilotes, les partenaires ; et les interactions dans les politiques du territoire. »

Un Rapport d'avancement à remettre 30 mois maximum après le début de l'opération contenant :

1er rapport d'avancement de phase 2.

- o « Un résumé qualitatif de l'action menée pendant cette deuxième période reprenant les axes forts, les difficultés du pilotage du programme d'actions et les correctifs et orientations envisagées pour la poursuite de la phase 2 ;
- o L'avancement de tous les plans d'actions définis (rappelant les objectifs, les indicateurs de suivi et de résultats, les étapes, l'avancement, les pilotes, les partenaires, les résultats, les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration envisagées pour lever ces freins, les orientations envisagées ou prévues pour la poursuite du plan)
- o Les actions et investigations supplémentaires
- o Un tableau récapitulatif des progressions pour les objectifs régionaux [lorsqu'il y a une demande de versement intermédiaire de la part variable régionale] »

Un Rapport d'avancement à remettre 42 mois maximum après le début de l'opération contenant :

2nd rapport d'avancement de phase 2

- o « Un résumé qualitatif de l'action menée pendant cette deuxième période reprenant les axes forts, les difficultés du pilotage du programme d'actions et les correctifs et orientations envisagées pour la poursuite de la phase 2 ;
- o L'avancement de tous les plans d'actions définis (rappelant les objectifs, les indicateurs de suivi et de résultats, les étapes, l'avancement, les pilotes, les partenaires, les résultats, les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration envisagées pour lever ces freins, les orientations envisagées ou prévues pour la poursuite du plan)
- o Les actions et investigations supplémentaires
- o Un tableau récapitulatif des progressions pour les objectifs régionaux [lorsqu'il y a une demande de versement intermédiaire de la part variable régionale]

- o Les dates prévisionnelles d'audits de fin de phase 2 devront être programmées. »

Un Rapport final à remettre 48 mois après le début de l'opération et avant la fin de la durée contractuelle contenant :

- o « Un résumé qualitatif d'une page reprenant les axes forts, les réussites et les difficultés de la mise en œuvre sur les 4 années de la démarche ;
- o Les rapports d'Audits Climat Air Energie et Economie Circulaire et les axes sur lesquels poursuivre la progression. Les audits sur les référentiels devront être commandés 3 mois avant l'échéance de la durée de l'opération de 48 mois.
- o Un tableau récapitulatif des progressions dans les référentiels et pour les objectifs régionaux »

ARTICLE 4 – COUT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES

Le coût total de l'opération est estimé à 400 000,00 euros.

ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE

L'aide attribuée d'un montant maximum de 350 000,00 euros est calculée comme indiqué ci-après.

Pour Part forfaitaire phase 1

Une aide maximum de 75 000,00 euros, basée sur :
éléments indiqués en annexe technique et financière (phase 1).

Pour Part variable phase 2 référentiel Climat-Air-Énergie

Une aide maximum de 112 500,00 euros, basée sur :
la progression au regard du référentiel Climat Air Energie comme défini en annexe technique et financière.

Pour Part variable phase 2 référentiel économie circulaire

Une aide maximum de 112 500,00 euros, basée sur :
la progression au regard du référentiel Economie circulaire comme défini en annexe technique et financière.

Pour Part variable régionale

Une aide maximum de 50 000,00 euros, basée sur :
la progression au regard des indicateurs régionaux comme défini en annexe technique et financière. Les indicateurs régionaux seront définis au terme de la phase 1.

Au regard des informations portées à la connaissance de l'ADEME par le(s) Bénéficiaire(s) à la date de notification, le cumul des aides publiques autorisé par la réglementation applicable (nationale ou communautaire) est respecté. Les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME rappellent les obligations d'information de l'ADEME en cas d'obtention de nouveaux financements.

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de bénéfice direct.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT

Le montant fixé à l'article 5 ci-dessus sera versé au Bénéficiaire par l'ADEME selon les modalités ci-dessous.

N°	Echéance	% du montant de l'aide	Montant maximum du versement	Justificatif(s) à fournir
1	intermédiaire Phase 1 – audits économie circulaire et climat air énergie	-	37 500,00 €	- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3
2	intermédiaire Phase 1 – rapport de fin de phase 1	-	37 500,00 €	- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3
3	intermédiaire Phase 2 Rapport 1 (10% part variable CAE ECI)	-	22 500,00 €	- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3
4	intermédiaire Phase 2 Rapport 2 (15% part variable CAE ECI)	-	33 750,00 €	- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - le rapport d'avancement mentionné à l'article 3
5	solde Solde sur la progression CAE et ECI	-	168 750,00 €	- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - une attestation d'atteinte des objectifs de résultats tels qu'indiqués dans le contrat - le rapport final mentionné à l'article 3
6	solde Solde de la part variable sur atteinte des objectifs régionaux	-	50 000,00 €	- un relevé d'identité bancaire à jour au nom du Bénéficiaire - une attestation d'atteinte des objectifs de résultats tels qu'indiqués dans le contrat - le rapport final mentionné à l'article 3

Le montant du solde de l'aide pourra être revu au prorata de l'atteinte des objectifs ou de la réalisation des performances attendues de l'opération indiqués sur l'attestation à fournir au regard de l'engagement initial.

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du Bénéficiaire.

ARTICLE 8 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION DES AIDES DE L'ADEME

Les Règles générales, visées ci-dessus, s'appliquent à la présente Convention de financement. Le Bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

ARTICLE 9 – PUBLICATION DES DONNÉES ESSENTIELLES

L'ADEME est tenue d'une obligation de publier les données considérées comme essentielles dans le cadre de la présente Convention de financement et conformément à l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mise à disposition des données essentielles des conventions de subvention.

ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à garantir l'ADEME dans la réutilisation des documents et toute autre information et supports soumis aux droits d'auteur, qu'il a fait son affaire personnelle auprès du ou des auteurs titulaires des droits de propriété intellectuelle et/ou des droits à l'image sur leur propre création, des autorisations de réutilisation requises.

Conformément à l'article 2 des Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, le Bénéficiaire s'engage à associer l'ADEME lors de la mise au point d'actions de communication et d'information du public (inauguration de l'installation, ...) et à mentionner dans tous les supports de communication l'ADEME comme partenaire en apposant sur chaque support de communication produit le logo de l'ADEME ou la mention : opération réalisée avec le soutien financier de l'ADEME. Il fournira à l'ADEME les versions finalisées des supports avant leur réalisation, afin d'obtenir l'accord de l'ADEME au préalable.

Pour les investissements, le Bénéficiaire s'engage à poser un panneau sur le site de réalisation de l'opération, portant le logo de l'ADEME et mentionnant son soutien financier.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de la Convention de financement sont les suivantes :

- les Règles générales d'attribution des aides de l'ADEME susvisées
- la présente Convention de financement
- 2 annexes suivantes :
 - 22PAD0557 annexe financiere.pdf
 - 22PAD0557 annexe technique.pdf

A Angers,

Pour le(s) “ Bénéficiaire(s) ”

Pour “ l'ADEME ”

Pour le représentant de l'Etat, en tant que délégué territorial de l'ADEME

ANNEXE 1 TECHNIQUE CONTRAT D'OBJECTIFS TERRITORIAL

Convention N° : 22PAD0557 (Métropole TPM)

Contexte :

Les programmes Cit'ergie et Economie Circulaire ayant changé de noms en septembre 2021 :

- Les appellations « référentiel Climat Air Energie » et « référentiel Economie Circulaire » désignent dans la présente convention les référentiels du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique, regroupant les anciens programmes Cit'ergie et Economie Circulaire.
- Les conseillers Climat Air Energie désignent dans la présente convention les conseillers qui étaient accrédités Cit'ergie, désormais du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique

Afin d'accompagner les collectivités dans leur transition écologique, l'ADEME propose un contrat d'objectifs et d'actions de 4 ans, basé sur les deux référentiels Economie Circulaire et Climat Air Energie du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique (anciennement Cit'ergie et Economie Circulaire).

Il permet d'accompagner les collectivités dans une amélioration continue sans niveau préalable dans sa transition écologique.

1 Description du territoire

1.1 Le territoire

Présentation des éléments connus (sans étude complémentaire) du contexte du territoire :

Anciennement communauté d'agglomération, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a été créée le 1er janvier 2018, rejoignant ainsi le cercle des 22 métropoles françaises. Cette création s'est faite par décret dans le cadre de la loi du statut de Paris et aménagement métropolitain du 28 février 2017 qui a permis à plusieurs intercommunalités de devenir métropoles.

Cette transformation permet notamment d'augmenter la visibilité et le rayonnement de notre territoire grâce à des compétences renforcées qui permettent à TPM de jouer pleinement son rôle en région Provence Alpes Côte d'Azur, à côté des métropoles niçoises et marseillaises

Le rayonnement de la Métropole se déploie ainsi de façon complémentaire sur trois échelles :

- TPM constitue d'abord un pôle métropolitain structurant dans le rayonnement national et régional. Elle contribue à l'attractivité mondiale et méditerranéenne de la Région Sud Provence-Alpes- Côte d'Azur, tant au niveau de la recherche et de l'innovation maritime que du développement urbain et touristique (port connecté, ville durable méditerranéenne) mais également par la présence d'un pôle de Défense nationale et internationale sur son territoire.
- TPM est également un territoire de structuration et de rayonnement à l'échelle départementale. Ses projets impactent le reste du territoire varois, et son développement s'organise en cohérence avec les territoires voisins.
- TPM est aussi une métropole de proximité au service de ses habitants, avec un grand nombre de compétences de proximité (voirie, espaces publics, déchets, ...).

Avec près de 450 441 habitants (au 1er janvier 2023), la Métropole est la 14ème métropole de France en terme de population. Elle regroupe 12 communes membres pour un territoire d'une superficie de 36 654 hectares dont 200 km de littoral (incluant les îles d'Hyères).

*Les communes membres sont : Toulon, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Ollioules, Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, et La Valette-du-Var. La ville centre est la ville de Toulon et compte à elle seule plus de 180 645 habitants.

Récit du territoire et ses orientations et politiques structurantes :

Expliquer ici, le récit, la trajectoire et les stratégies fortes du développement du territoire.

Nb : leur description est importante car pour passer en phase 2, le plan d'action devra montrer qu'il investit les sujets prioritaires du développement de la collectivité.

La Métropole s'est dotée d'un projet métropolitain adopté en séance du Conseil métropolitain le 30 septembre 2021. Le document a fait l'objet de travaux internes, d'échanges avec les maires et d'ateliers de travail au sein du Conseil de développement, avant d'être présenté au Conseil métropolitain.

1. Le projet métropolitain constitue une **feuille de route stratégique pour la mise en oeuvre des politiques publiques de Toulon Provence Méditerranée.**

Il présente en effet la stratégie d'intervention de la Métropole, support à des déclinaisons opérationnelles. Les ambitions de la Métropole sont ainsi développées autour de trois axes :

- **Axe 1- Une métropole écoresponsable**, soucieuse de son patrimoine exceptionnel qu'il est impératif de protéger face à la raréfaction des ressources et aux difficultés climatiques. TPM met en oeuvre et favorise les modes d'organisation collective plus sobres en énergie et les méthodes alternatives (comme l'économie circulaire). Elle lutte contre toutes les formes de pollution (air, eau, déchets, ...). Elle renforce également ses ambitions en termes de réduction des vulnérabilités liées aux inondations et aléas climatiques. La Métropole ambitionne notamment de ramener la nature en ville afin d'offrir un cadre de vie de qualité.
- **Axe 2- Une métropole accueillante et solidaire** : la Métropole se positionne au service du bien-vivre de ses habitants. Elle favorise un développement urbain responsable répondant aux nécessités du territoire, conforte les

liens sociaux et intergénérationnels, et facilite les mobilités. Elle développe également des politiques sportives et culturelles ambitieuses, avec une offre particulièrement riche et variée.

- **Axe 3- Une métropole maritime compétitive et innovante** : la Métropole assure la promotion méditerranéenne et internationale du territoire, auprès notamment des acteurs économiques des filières majeures que sont la mer, la sécurité, la Défense et le numérique. Elle favorise la création d'emplois et d'activités durables par le soutien à l'innovation, à l'excellence académique, à l'entrepreneuriat et au développement des Pôles de compétitivité, en capitalisant sur l'opportunité que représente la façade maritime. Elle investit pour le territoire, notamment en matière portuaire, et poursuit son développement touristique qui contribue au rayonnement de la Métropole

Chacun de ces axes est développé autour de sept à huit ambitions, qui présentent les orientations de la Métropole, quelques réalisations emblématiques passées et les projets à venir sur l'ensemble du territoire.

L'axe 1 « Une métropole écoresponsable » du projet métropolitain met en lumière les enjeux et les défis du territoire en matière de transition écologique.

En effet, Toulon Provence Méditerranée bénéficie d'un environnement exceptionnel, d'un littoral préservé, d'une qualité des eaux ainsi que d'espaces naturels remarquables ouverts à tous. Pour autant, elle fait face aux défis que sont la raréfaction des ressources, l'enjeu climatique, l'érosion du trait de côte et la prise de conscience des impacts de la consommation quotidienne, à la fois sur la planète, sur la société, mais aussi sur la santé.

La Métropole entend ainsi poursuivre son développement en s'appuyant sur des volontés fortes : optimiser l'usage des ressources, préserver l'environnement, s'appuyer sur le tissu économique local, préserver la qualité de vie, faire appel à des méthodes alternatives écoresponsables (économie circulaire, économie du partage, ...).

TPM souhaite ainsi accélérer son action en faveur d'un modèle de développement orienté vers une cité verte et durable. Elle s'appuie pour cela sur les fondements suivants :

- La conciliation des objectifs d'attractivité économique et touristique avec la préservation des identités paysagères et le maintien d'un cadre de vie de qualité,
- La préservation et la mise en valeur de la biodiversité marine et littorale du territoire,
- Le développement de l'emploi d'énergies renouvelables en remplacement des énergies fossiles et l'amplification d'économies d'énergie à l'échelle du territoire,
- La lutte contre toutes les formes de pollution, en insistant sur les actions de réduction à la source de ces pollutions,
- La réduction de la vulnérabilité du territoire aux conséquences du changement climatique, notamment en matière d'inondations, par des aménagements adéquats et permettant de réintroduire la nature en ville.

Dans le cadre de l'axe 1, huit ambitions ont ainsi été identifiées par la Métropole pour répondre à ces enjeux :

- Devenir un territoire de référence en matière de biodiversité littorale et maritime
- Valoriser et protéger la biodiversité terrestre
- Soutenir les filières agricoles, aquacoles et pêche, emblématiques du territoire
- Déployer une stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique
- Assurer la transition énergétique et écologique
- Protéger le territoire des risques d'inondation et d'érosion
- Lutter contre les formes de pollution sur le territoire
- Restaurer et valoriser la nature en ville

Actuellement l'engagement politique en faveur de la transition écologique de Toulon Métropole s'articule aujourd'hui principalement autour de quatre stratégies territoriales

Trois de ces stratégies territoriales constituent des opérations phares identifiées au sein des ambitions affichées ci-dessus dans le cadre de l'axe 1 du projet métropolitain.

- *Au sein de l'ambition 1.7 « Lutter contre les formes de pollution sur le territoire »* : la prévention et la gestion des déchets ménagers et assimilés : modernisation du réseau de déchèteries, mise en oeuvre du PLPDMA (2022-2027), déploiement de la Redevance Spéciale sur l'ensemble des communes du territoire, élaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions sur les déchets d'activités économiques, ...
- *Au sein de l'ambition 1.4 « Déployer une stratégie de développement durable et de lutte contre le changement climatique »* : le PCAET en phase de finalisation et de la démarche CIT'ERGIE (premier niveau de label « Cap Cit'ergie » a été attribué à la Métropole début 2020).

- *Au sein de l'ambition 1.3 « Soutenir les filières agricoles, aquacoles et pêche, emblématiques du territoire » : le PAT-Projet Alimentaire Territorial (ambition 1.3 du projet métropolitain) : Lauréat de l'AAP national « Programme National pour l'alimentation » en 2019.*
- le CRTE métropolitain [2021-2026] en soutien de 14 projets structurants.

A ces quatre planifications territoriales, s'ajoutent les initiatives et projets d'un grand nombre des services de la Métropole : Direction de la commande publique, Mobilité et Transport, Energies opérationnels, Direction des ports, Aménagement opérationnel, ...

Les initiatives en faveur des enjeux Climat-Air-Energie et Economie Circulaire sont d'ores et déjà valorisées dans le rapport Développement Durable de la Métropole.

1.2 Actions du territoire sur thématiques Climat Air Energie et Economie Circulaire

Avancement des politiques territoriales et programmes territoriaux liés :

Le Bénéficiaire :

- a réalisé un Schéma Directeur des Energies (SDE) en 2022
- a arrêté son projet de PCAET le 19 septembre 2022 (en phase de finalisation après consultation des parties prenantes)
- a engagé la mise en œuvre du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) [2022-2027]
- a engagé la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire (PAT) depuis 2019
- a signé le 15 janvier 2022 le CRTE métropolitain [2021-2026] en soutien de 14 projets structurants
– Citer les projets structurants.

Concernant les labels :

- est labellisée Climat Air Energie deuxième étoile 2020
- est labellisée Economie Circulaire première étoile en 2022

L'engagement de la collectivité dans un contrat d'objectifs territorial est une nouvelle étape cohérente de cette trajectoire.

2 Description détaillée de l'opération

La démarche se structure en 2 phases sur une durée de 4 années :

Phase 1

- Audits des référentiels du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique identifiant les forces et faiblesses de la politique climat air énergie et économie circulaire des collectivités.
- Identification et description des axes politiques et les projets forts ciblés pour diffuser la transition écologique et adopter une démarche territoriale intégrée.
- Récapitulatif et analyse des diagnostics territoriaux existants et complémentaires réalisés en phase 1.
- Mobilisation et renforcement de la gouvernance interne et externe qui alimentera les plans d'actions
- Elaboration d'un premier plan d'actions s'inscrivant dans les politiques et les projets forts identifiés.

Phase 2

- Suivi des plans d'actions régulier avec les gouvernances internes et externes.
- Amélioration continue pour enrichir les plans d'actions en affinant les connaissances de son territoire
- Evaluation en fin de phase 2 de la progression de sa politique de transition écologique avec les audits finaux des référentiels du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique.

3 Objectifs et résultats attendus

3.1 Phase 1 : Organisation et définition d'un cap

***Nota bene :** Des formats ou exceptions supplémentaires spécifiques pourront être proposées par les directions régionales selon les contextes locaux et les programmes en cours notamment avec leurs partenaires régionaux.*

Le Bénéficiaire s'engage à définir et mettre en place :

3.1.1 Des référents internes

Identification pendant la phase 1 et pour toute la durée du contrat :

- D'un/d'une élu/e référent/e ;
- Et d'un/d'une **référent/e et animateur/trice** de la démarche de transition écologique du territoire;

3.1.2 Un comité de suivi

Constitué a minima de :

- L'élu/e référent/e ;
- L'animateur/trice ;
- Du/de la DGS ;
- Des responsables des directions/services quand elles existent : dev éco, climat et énergie, développement durable, économie circulaire, aménagement ;
- Du/de la Directeur/trice Régional/e de l'ADEME ou son/sa représentant/e ;
- Des représentants des différents services de la collectivité impliqués dans le programme d'actions ;
- Des partenaires locaux/régionaux selon le contexte.

Le Comité de suivi se réunira au moins deux fois par an et autant de fois que nécessaire selon l'avancement du programme d'actions et à une date choisie d'un commun accord entre les parties. Ce Comité pourra inviter d'autres personnes après accord de ses membres.

Ce Comité de suivi a pour mission :

- D'assurer le bon déroulement des actions engagées, de relever les difficultés et d'arbitrer sur la réorientation des actions/moyens
- Réaliser un suivi financier des actions majeures initiées par la phase 1 et tout au long du contrat,
- De procéder au bilan et à l'évaluation des actions au terme de l'année en cours,
- D'approuver et de bâtir le contenu des actions pour l'année suivante.

3.1.3 Une gouvernance interne

Le Bénéficiaire s'engage à développer une transversalité dans ses services pour favoriser l'émergence d'actions pour la transition écologique dans l'ensemble de ses services et de ses politiques.

Une gouvernance interne a été initiée pour élaborer le PCAET et réaliser un 1^{er} diagnostic Economie circulaire. La Métropole s'engage à articuler ces 2 gouvernances pour déployer le plan d'actions du COT. Pour exemple gouvernance interne mise en place pour l'Economie Circulaire :

Gouvernance interne – Diagnostic Economie Circulaire - 2021

Equipe projet élargie – Diagnostic Stratégique partagé
Remplissage collaboratif du Référentiel

Elu Référent – Décisions – Arbitrages
Yannick CHENEVARD – 12^{ème} VP et 1^{er} Adjoint de la ville de Toulon

Equipe projet – Réunions techniques – Contributions/Relecture livrables

Philippe SCHILTZ – Economie Circulaire
Catherine MARQUET – Stratégie Déchets
Cécile MARTINEZ – Projet Alimentaire Territorial (PAT)
Emmanuel DROZ-VINCENT – Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)
Laurent LE QUELLEC – Commande Publique

Pilotage Diagnostic – Suivi du marché AMO

Philippe SCHILTZ – DGA Economie-Innovation-Attractivité Territoriale
Mission questions climatiques et économie circulaire
Catherine MARQUET – DGA Développement Durable et Valorisation du Territoire
Direction Collecte et Traitement des Déchets - Planification et ingénierie



Marie-Aline LOPASSO – DGA Secrétariat Général
Cécile NICOLAI – DGA Secrétariat Général
Rudy NICOLAI – DGST Territoires et Proximité
Jean-Philippe LE FUR – DGA Aménagements-Ports et Mobilité-Energies
Fabrice LHERMET – DGA Aménagements-Ports et Mobilité-Energies
Sébastien MARECHAL – DGA Aménagements-Ports et Mobilité-Energies
Régis PEURDT – DGA Aménagements-Ports et Mobilité-Energies
Bénédictine TORRES – DGA Aménagements-Ports et Mobilité-Energies
Alexis VILLEMEN – DGA Aménagements-Ports et Mobilité-Energies
Emmanuel DROZ-VINCENT – DGA Développement Durable-Valorisation du Territoire
Catherine MARQUET – DGA Développement Durable-Valorisation du Territoire
Christine MORICE – DGA Développement Durable-Valorisation du Territoire
Frank DEMARS – DGA Economie-Innovation-Attractivité Territoriale
Cécile MARTINEZ – DGA Economie-Innovation-Attractivité Territoriale
Philippe SCHILTZ – DGA Economie-Innovation-Attractivité Territoriale
Manuel VANNI – DGA Economie-Innovation-Attractivité Territoriale
Laurent LE QUELLEC – DGA Finances et Moyens
Chantal SAICHI – DGA Finances et Moyens
Anabel MAUREL – DGA Habitat-Solidarités-Citoyenneté
Bernard MAURY – Conseil de Développement Economique
Ouassila KOURDE – TVT Innovation

3.1.4 Une gouvernance externe

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place ou renforcer une gouvernance avec des acteurs du territoire pour enrichir son plan d'actions et être en phase avec les besoins du territoire.

3.1.5 Les Audits Climat Air Energie et Economie Circulaire du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser des audits sur la base des référentiels Climat Air Energie et économie circulaire. Les auditeurs sont recrutés par l'ADEME. Ils réaliseront des rapports d'audit selon la version en cours des référentiels à la date de réalisation de l'audit qui constitueront les deux premiers rapports d'avancement de la phase 1. Ces rapports permettront de définir la performance du Bénéficiaire en matière de politique économie circulaire et Climat air énergie et de valider les valeurs de référence pour ce contrat d'objectifs.

- **Pour le référentiel Climat Air Energie**, l'audit devra être sollicité auprès de l'ADEME dans un délai de 10 mois suivant le début d'opération auprès de sa direction régionale. En accord avec l'ADEME, le Bénéficiaire sera accompagné par un conseiller Climat Air Energie sur l'ensemble de la durée technique de l'opération.

Les collectivités déjà engagées dans la démarche anciennement Cit'ergie ou dans le volet Climat Air Energie du programme Territoire Engagé pour la Transition Ecologique pourront présenter un rapport d'audit déjà réalisé s'il date de moins de trois ans après la date de début d'opération définie au point 5.

- **Pour le référentiel Economie Circulaire**, les collectivités pourront accéder à l'outil directement depuis la plateforme <https://territoiresentransitions.fr/>
L'audit devra être sollicité auprès de l'ADEME dans un délai de 10 mois suivant la date de début d'opération.

Nota : l'audit Economie Circulaire ayant été conduit en novembre 2022 : niveau 1^{er} étoile atteint et score de 18,9% validé. Ce score sert de base de référence et il ne sera donc pas nécessaire de solliciter d'audit dans un délai de 10 mois suivant la date de début d'opération.

3.1.6 Des diagnostics territoriaux pour la transition écologique.

Au regard :

- des diagnostics territoriaux existants (SCOT, PLUI, PCAET, PLPDMA, etc.),
- des informations apportées par les référentiels Climat Air Energie et économie circulaire sur l'avancement de ces politiques,
- des propositions et échanges issues de la gouvernance mis en place,

le Bénéficiaire complètera ses diagnostics territoriaux afin de concevoir le premier plan d'actions.

3.1.7 Le premier plan d'actions

Le Bénéficiaire élaborera son plan d'actions au regard :

- des audits des référentiels,
- des travaux avec la gouvernance interne et externe,
- des diagnostics territoriaux existants et réalisés
- et de ses orientations et politiques structurantes.

Le premier plan d'actions devra concerner au moins une des politiques ou projets majeurs du territoire en indiquant les acteurs mobilisés et les enjeux visés.

3.2 Phase 2 : animation de la dynamique et amélioration continue

3.2.1 La mise en place des plans d'actions

Le référent du Bénéficiaire, devra tenir l'ADEME périodiquement informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'actions et lui faire part des difficultés éventuellement rencontrées.

Avec la gouvernance interne et externe et **les compléments de diagnostics territoriaux que le Bénéficiaire initiera**, elle continue d'enrichir son plan d'actions sur l'ensemble de la phase 2 en poursuivant la co-construction d'initiatives avec les acteurs du territoire.

Le Bénéficiaire rendra compte de ces avancées dans les rapports d'avancement.

3.2.2 La réalisation des audits finaux :

- **Le Bénéficiaire commandera les audits Climat Air Energie et Economie circulaire dans les 3 mois** précédant la fin de la phase 2 pour mesurer la progression dans les politiques de transition écologiques qui permettra le versement proportionnel de la part variable selon les critères nationaux prédéfinis au chapitre 7 à partir de la version des référentiels utilisés à la date de réalisation des audits de la phase 1,
- **Les résultats des audits de phase 1 et 2 seront à retranscrire dans l'attestation d'atteinte des résultats réels** à compléter et à signer pour le solde du contrat

3.2.3 L'atteinte des objectifs régionaux :

L'atteinte des objectifs régionaux sera définie en fin de phase 1 car non définie à la signature du contrat.

4 Calendrier de réalisation de l'opération

La période de réalisation de l'opération de 48 mois se déroulera du 01/09/2023 au 31/08/2027.

Phase 1 : jusqu'à 18 mois après le début de l'opération fixée au 01/09/2023.

Validation de la phase 1 à réception des éléments décrits en 7.1

Phase 2 : Débute après la validation de la phase 1 et se terminera au maximum 48 mois après le début de l'opération fixée au 01/09/2023.

5 Engagements du Bénéficiaire

Dans un objectif d'échanges de capitalisation et de partage d'expérience, l'animateur identifié dans cette convention s'engage à participer aux réunions, journées techniques et formations proposées ou co-animées par l'ADEME au niveau national et régional.

6 Objectifs de progression dans les référentiels :

6.1 Objectif de progression pour les référentiels entre les scores d'audits réalisés en phase 1 et 2 :

Les audits Climat Air Energie et Economie Circulaire fournissent chacun une note en pourcentage sur un **potentiel** de points selon les compétences de la collectivité. Les audits de phase 1 permettent de calculer l'objectif de progression pour chaque référentiel selon la formule suivante :

Objectif de progression = $(100 - \text{SCORE AUDIT 1}) / 7$ (Arrondi à l'unité inférieure)

Exemple de calcul de la note Climat Air Energie pour le versement

Pour une collectivité notée sur un potentiel de 350 points, le premier audit lui valide 160 points donc 46% des points potentiels.

Selon la formule : $(100 - 46) / 7 = 7,7$ arrondi à l'unité inférieure = 7.

La collectivité a donc 46+7 soit un objectif de 54% des points potentiels à atteindre en fin de phase 2 pour avoir 100% de la part variable.

6.2 Calcul de versement en fonction des objectifs atteints :

La progression dans chacun des référentiels Climat Air Energie et Economie circulaire est associée à une aide additionnelle variable.

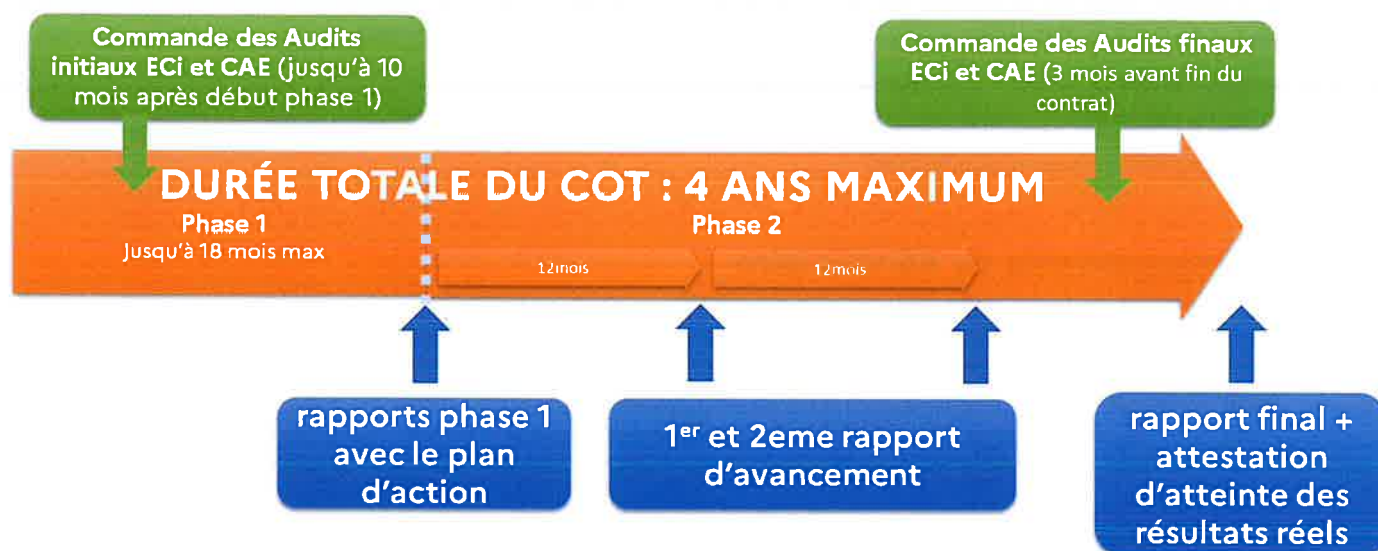
Atteindre ou dépasser la progression attendue permettra de déclencher le versement de la totalité de chaque part variable. Sinon le solde de chaque part variable sera calculé au prorata de la progression attendue dans le niveau correspondant.

Exemple : Si la progression dans le référentiel Climat Air Energie est de 50% de l'objectif de progression alors le versement de la part variable associée à au volet Climat Air Energie sera de 50% : Et si la

progression dans le référentiel économie circulaire est de 70% de l'objectif de progression alors le versement de la part variable associé sera de 70%.

En revanche, atteindre ou dépasser la progression attendue ne préjuge pas de l'obtention d'une labellisation au regard des référentiels.

7 Documents et rapports à remettre :



7.1 Les rapport d'avancement de la phase 1 :

7.1.1. Un rapport d'avancement comprenant le Rapport d'Audit Climat Air Energie et le rapport d'Economie Circulaire avec les scores atteints – modalités en 3.1.5

7.1.2. Un rapport d'avancement de fin de phase, lequel comprendra :

- Un résumé qualitatif de la période passée et des actions menées, reprenant les axes forts, les difficultés du pilotage et les orientations envisagées dans la phase 2;
- Liste des membres et rapport des comités de suivi.
- Le nom et fonction du référent et animateur du programme et de l' élu référent.
- Les synthèses des Audits Climat Air Energie et Economie Circulaire et les domaines sur lesquels progresser
- Récapitulatif des diagnostics territoriaux existants et complémentaires lancés ou programmés pour développer la politique de transition écologique.
- Rapport d'avancement et de fonctionnement de la gouvernance interne et externe établie et un retour qualitatif sur les apports de celles-ci à la définition des plans d'actions
- Le premier plan d'action, rappelant les objectifs, les indicateurs de suivi et de résultats attendus, les étapes, les pilotes, les partenaires ; et les interactions dans les politiques du territoire.

7.2 Les rapports de la phase 2 :

Le 1^{er} et 2^{eme} rapport d'avancement de la phase 2 comprendront :

- Un résumé qualitatif de l'action menée pendant cette deuxième période reprenant les axes forts, les difficultés du pilotage du programme d'actions et les correctifs et orientations envisagées pour la poursuite de la phase 2;
- L'avancement de tous les plans d'actions définis (rappelant les objectifs, les indicateurs de suivi et de résultats, les étapes, l'avancement, les pilotes, les partenaires, les résultats, les difficultés

rencontrées et les pistes d'amélioration envisagées pour lever ces freins, les orientations envisagées ou prévues pour la poursuite du plan)

- Les actions et investigations supplémentaires
- **Pour le 2eme rapport, les dates prévisionnelles d'audits de fin de phase 2 devront être programmées.**

Le 1^{er} rapport sera remis *12 mois après le début de la phase 2 et le 2eme rapport d'avancement 24 mois après le début de la phase 2.*

Le rapport final à remettre avant la fin de la durée contractuelle dans le respect des Règles générales comprendra :

Les éléments prévus pour les rapports d'avancement mentionnés ci-dessus actualisés. Il comportera également les éléments suivants :

- Un résumé qualitatif d'une page reprenant les axes forts, les réussites et les difficultés de la mise en œuvre sur les 4 années de la démarche;
- Les rapports d'Audits à réaliser en fin de phase 2 sur Climat Air Energie et Economie Circulaire. Les audits sur les référentiels devront être **sollicités auprès de l'ADEME 3 mois avant l'échéance de la durée de l'opération de 48 mois.**
- Le plan d'actions actualisé

7.3 L'attestation d'atteinte des résultats réels

- Modèle du tableau ci-dessous, à demander à votre direction régionale de l'ADEME en version excel :

Tous les justificatifs techniques et financiers seront à déposer dans votre dossier sur la plateforme [Agirpourlatransition.ademe.fr](https://agirpourlatransition.ademe.fr)

MODELE D'ATTESTATION DES RESULTATS REELS A COMPLETER ET SIGNER POUR LE SOLDE DU CONTRAT (demander la version excel à compléter à votre direction régionale de l'ADEME)

Attestation d'atteinte des objectifs

Contrat de financement n°

Date de réalisation de l'attestation :

Liste des objectifs à atteindre

	Valeurs atteintes à l'audit de phase 1	Niveau de progression cible	Valeur prévisionnelle à atteindre à l'audit de fin de phase 2
<i>A compléter</i> Progression dans le référentiel Climat Air Energie	46	7	53
Progression dans le référentiel Economie Circulaire	35	9	44
Indicateurs régionaux			

Performance atteinte en fin d'opération

	Valeur réelle atteinte à l'audit de fin de phase 2	% de la progression réelle atteint sur la valeur cible
Progression dans le référentiel Climat Air Energie	51,00	71,43
Progression dans le référentiel Economie Circulaire	46,00	100,00
Indicateurs régionaux		

Indicateurs régionaux no1	Puissance photovoltaïque installée sur le territoire	X Wc/hab	Y Wc/hab	Z Wc/hab	Z/Y %
Indicateurs régionaux no 2	Quantité de réduction des déchets non inertes dirigés vers le stockage	X tonnes de déchets non inertes dirigés vers le stockage	Y tonnes (exemple 15 000 tonnes de moins)	Z tonnes (constat de réduction des déchets non inertes stockés sur la dernière année civile du programme, exemple 13 000 tonnes de moins)	Z/Y en % (exemple 13 000 t / 15 000 t = 86 %)

ANNEXE FINANCIERE COT 2022

AIDE AUX CONTRATS D'OBJECTIFS TERRITORIAUX

Contrat de financement n° 22PAD0557

1 - Le montant du coût total de l'opération est estimé à :

400 000,00 €

2 – Modalités de calcul de l'aide et vérification du cumul des aides publiques

L'aide de l'ADEME prendra la forme d'une aide maximale à 350 000€ qui se décompose ainsi :

2.1 - Une aide forfaitaire

75 000,00 €

(limitée à 75 000 Euros)

2.2 - Une aide additionnelle variable

225 000,00 €

Le montant variable attribué au bénéficiaire sera proportionnel à l'atteinte des objectifs de progression dans les référentiels définis en annexe technique.

Part variable associée à la progression dans le référentiel Climat Air Energie :

112 500,00 €

Part variable associée à la progression dans le référentiel Economie Circulaire :

112 500,00 €

2.3 - Une aide additionnelle variable sur atteinte des objectifs régionaux

50 000,00 €

(limitée à 100 000 Euros)

Le montant de l'aide additionnelle attribué au bénéficiaire sera proportionnel à l'atteinte des objectifs régionaux définis en annexe technique.

PLAN GLOBAL DE FINANCEMENT

FINANCEURS	Montant des aides publiques sollicitées ou attendues pour l'opération	% Aide sur total opération	Règles nationales
ADEME	350 000,00 €		
Autres (à préciser)	0,00 €		
Total Financements publics	350 000,00 €	0,00%	cumul respecté

Autres Financeurs	Montant des aides privées sollicitées ou attendues pour
Autres (à préciser)	0,00 €
Total Financements privés	0,00 €
Autofinancement	50 000,00 €
TOTAL DES FINANCEMENTS	400 000,00 €

3 – Modalités de versement de l'aide

En application de l'article « modalités de versement » du contrat de financement et conformément à l'article : 12-1-3 des règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, les versements seront effectués de la façon suivante :

Période	Faits déclencheurs	Montant maximum
Phase 1 (Audit Climat Air Energie & Economie circulaire)	Un versement intermédiaire de 50% du montant visé au 2.1 ci-dessus, sur présentation de l'audit Climat Air Energie & Economie circulaire indiqué au point 7.1 de l'annexe technique	37 500,00 €
Fin Phase 1 (solde de la part forfaitaire)	Un versement intermédiaire du montant visé au 2.1 ci-dessus, sur remise du rapport d'avancement de fin de phase 1 indiqué au point 7.1 de l'annexe technique	37 500,00 €
Phase 2 (10% de la part variable additionnelle)	Un versement intermédiaire de 10% du montant visé au 2.2 ci-dessus, sur présentation d'un 1er rapport d'avancement indiqué au point 7.2 de l'annexe technique.	22 500,00 €
Phase 2 (15% de la part variable additionnelle)	Un versement intermédiaire de 15% du montant visé au 2.2 ci-dessus, sur présentation d'un 2nd rapport d'avancement indiqué au point 7.2 de l'annexe technique.	33 750,00 €
Fin de la phase 2 (solde sur la progression Climat Air Energie & Economie circulaire)	Le solde de l'aide additionnelle variable sera versé sur présentation d'un rapport final/attestation de performances. Le montant total de la part variable associée à la progression dans le référentiel Climat Air Energie & Economie circulaire sera recalculé au prorata de la progression attendue, indiqué au point 6 de l'annexe technique.	168 750,00 €
Fin de la phase 2 (solde de la part variable sur atteinte des objectifs régionaux)	Le solde de l'aide additionnelle variable sur atteinte des objectifs régionaux sera versé sur présentation d'un rapport final/attestation de performances. Le montant total de cette aide sera alors recalculé au prorata de la progression attendue, indiqué au point 3.2.3 de l'annexe technique.	50 000,00 €

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des règles générales.

L'ADEME se réserve la possibilité de procéder au rappel des sommes versées au titre de la présente convention en cas de non atteinte des objectifs fixés sur la base des indicateurs

